L'intégrité territoriale du Mali sera totale ou ne sera pas

Mercredi 30 janvier 2013

Par Moctar KARIDJO

Il y a tout juste 20 jours, l'armée française lançait une opération militaire pour venir au secours de l'Etat malien qui était, d'après la France, sur le point de s'effondrer, après la conquête par les groupes armés du Nord de la bourgade de Konna. Risque réel de désintégration de l'Etat malien, qui depuis 10 mois ne contrôle qu'un tiers du territoire national, ou stratégie de communication pour légitimer l'intervention française au Mali, les avis sont divergents même si la majorité des Maliens comme des Africains saluent à juste titre l'aide apportée par la France au Mali. Si la France affirme s'être engagée sans intérêt et uniquement pour lutter contre le terrorisme et secourir un pays ami, nombre d'observateurs pensent que la France a agi pour défendre ses intérêts économiques et particulièrement énergétiques dans la région. L'avenir nous éclairera certainement sur les enjeux réels de cette guerre au Mali.

L'objectif que la France s'est fixé concernant son intervention au Mali était d'abord de stopper l'avancée des groupes armés vers le Sud, puis de détruire les moyens logistiques de l'ennemi et enfin d'aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale. Aujourd'hui, après vingt jours de frappes aériennes, une bonne partie des moyens logistiques des groupes armés du Nord ont été détruits ; l'ennemi, après avoir essayé de résister dans la bataille de Diabaly, s'est comme volatilisé. Les villes de Gao et Tombouctou ont été prises avec une rapidité déconcertante, alors même que ces villes étaient respectivement les bastions d'AQMI et du MUJAO. Jusque-là, l'entrée dans les villes reconquises se faisait ensemble : soldats maliens et français accueillis en héros.

Dans la nuit du 29 au 30 janvier 2013, l'on apprend la présence de l'armée française, seule, sans soldats maliens, dans la ville de Kidal, la dernière grande ville du Nord, encore aux mains des groupes armées. Depuis les frappes aériennes sur Tombouctou, Ansar Dine qui tenait Kidal s'est retirée de la ville, laissant la place aux opportunistes du MNLA qui prétendent la contrôler et qui affirment surtout ne pas vouloir de militaires maliens dans ce qu'ils considèrent comme étant leur territoire.

Tant qu'un seul mètre carré (1 m^2) du million deux cent quarante et un mille deux cent trente-huit mètres carrés (1 241 238 m^2) que couvre le Mali sera inaccessible aux militaires maliens, l'opération française au Mali et la MISMA doivent être considérées comme un échec. Les indépendantistes du MNLA qui ont d'abord pris les armes contre leur pays, et qui se sont ensuite alliés avec les ennemis djihadistes, ne doivent bénéficier d'aucun traitement de faveur dans cette guerre pour le recouvrement de l'intégrité territoriale du Mali.

Si l'armée française traite directement avec le MNLA sans y associer l'armée malienne, la France violerait ainsi la souveraineté du Mali pour laquelle, elle prétend se battre. L'armée malienne doit participer à la prise de Kidal et y rétablir le drapeau malien. Aux rebelles du MNLA, il ne doit y avoir qu'une seule issue pacifique : qu'ils déposent les armes et acceptent de partager le destin commun du peuple malien, dans un processus démocratique de reconstruction du pays.

Commentaires



- Actualité politique

URL source (Obtenu le *29/03/2024*):
https://cridecigogne.org/content/l-integrite-territoriale-du-mali-sera-totale-ou-ne-sera-pas